

Réforme des retraites

L'Éditorial

Monarchie républicaine ?

de Christian BACH - Aujourd'hui à 06:00 - Temps de lecture : 2 min



DR Vincent MULLER

[Emmanuel Macron](#) et [Jean-Luc Mélenchon](#) ont chacun contribué à la rupture démocratique. Le chef de l'État en imposant [la réforme des retraites](#) contre une majorité de Français. Le patron de La France insoumise en pariant sur la radicalité, qui ne convient pas à deux composantes de la Nupes au moins, ni à une majorité de Français.

Fidèle à sa posture héroïque, Emmanuel Macron affronte la colère française, même s'il se tient désormais à distance du bruit des casseroles. Il choisit de renouer avec ses concitoyens en multipliant les messages en direction de la « France des

BTS », que lorgne le Rassemblement national. Dans le même temps, [Élisabeth Borne invite une nouvelle fois les syndicats à la table des négociations](#) , avec la promesse de mesures d'accompagnement de la réforme des retraites.

Emmanuel Macron donne des gages aux Français, cela ne lèvera pas l'obstacle principal de son second mandat : l'absence de majorité absolue au Palais-Bourbon et une présence négligeable de ses troupes au Sénat. Dans les deux cas, c'est la droite qui a la clé pour sortir de l'impasse. Il faudra bien finir par l'admettre dans les rangs des Républicains, tout comme à l'Élysée et Matignon.

Le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné, continue de parler de dépassement politique. Il faut être naïf pour y croire encore. Le mot alliance convient mieux ; il impose moins de reniements aux mouvements qui décident de faire un bout de chemin ensemble.

D'ailleurs, dans ce jeu, Renaissance est loin d'être en position de force : le mouvement dirigé par Stéphane Séjourné dispose bien du premier groupe à l'Assemblée nationale, mais ne pèse guère au Sénat. Ses présidents de Régions ou de Départements se comptent sur les doigts d'une main, les maires des grandes villes ne sont pas plus nombreux.

Emmanuel Macron et Renaissance sont en train de redécouvrir ce qui est une évidence : la France de la V^e République ne peut se passer ni des partis, ni des syndicats, ni d'aucun autre corps intermédiaire. Ce n'est finalement pas une monarchie républicaine.

Politique

Europe Ecologie-Les Verts

